



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### LOCATION ET MAINTENANCE UNITE DESTRUCTION BIOGAZ ISDND DE VIENNE ST ALBAN

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Vendredi 17 mai 2024 à 12h00**

**Vienne Condrieu Agglomération**  
Espace Saint Germain BAT Antares  
30 Avenue du Général Leclerc  
38200 VIENNE  
Tél : 04.74.78.78.86

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat .....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.5 - Nomenclature .....	3
1.6 - Renouvellement .....	3
2 - Conditions de la consultation .....	3
2.1 - Délai de validité des offres .....	3
2.2 - Forme juridique du groupement .....	4
2.3 - Variantes .....	4
3 - Conditions relatives au contrat .....	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	4
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	5
5.1 - Documents à produire .....	5
5.2 - Présentation des variantes .....	6
5.2 – Visite sur site .....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	7
6.1 - Transmission électronique .....	7
6.2 - Transmission sous support papier .....	8
7 - Examen des candidatures et des offres .....	8
7.1 - Sélection des candidatures .....	8
7.2 - Attribution des marchés .....	8
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	9
8 - Renseignements complémentaires .....	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	10
8.2 - Procédures de recours .....	10
9 - Clauses complémentaires .....	10

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne la **location et maintenance d'une unité de destruction des biogaz**.

Cela comprend notamment les opérations suivantes :

- fourniture, installation et mise en œuvre d'une torchère ;
- mise à disposition de cette unité en contrepartie du paiement d'un loyer ;
- maintenance préventive et correctrice de l'installation ;
- formation du personnel de Vienne Condrieu Agglomération à l'utilisation de l'unité ;
- démantèlement, enlèvement et traitement des installations de traitement du biogaz à l'issue de son marché (et en option celles existantes).

Adresse du site : Centre d'Enfouissement Technique de Saint-Alban Les Vignes, 38200 VIENNE.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Il sera attribué à un seul opérateur économique.

**Le montant maximum pour toute la durée du contrat (période de reconduction incluses) est de : 215 000 € HT**

Les prestations feront l'objet de bons de commande.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
42113390-4	Systèmes à gaz combustibles
42390000-6	Pièces pour brûleurs, fourneaux ou fours

## 1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Forme juridique du groupement

Les candidats peuvent présenter une offre seul ou en groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

Mais, ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes respectant les exigences minimales suivantes :

- Un maximum de 2 variantes est autorisé.
- Les variantes ne peuvent porter que sur **les modalités techniques de la prestation sans remettre en cause l'objectif et les performances.**

**L'absence de réponse à l'offre de base rendra l'offre irrégulière.**

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une **période initiale de 5 ans** à compter de la date mentionnée sur l'ordre de service spécifique prescrivant le démarrage des prestations.

Le démarrage opérationnel de la période initiale sera précisé lors de la notification du marché.

A titre indicatif, le démarrage est prévu **le 1<sup>er</sup> Juillet 2024**.

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. **Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.** La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, **est de 8 ans.**

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

**Justification de la durée du marché :** Vienne Condrieu Agglomération souhaite une prestation qualitative avec un outil performant tout en assurant une maîtrise des coûts d'où une durée permettant un renouvellement et amortissement des équipements acquis pour la prestation.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : ressources propres de Vienne Condrieu Agglomération.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le formulaire de déclaration du candidat DC1

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

**Pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations en rapport avec l'objet du marché effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPUF)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire technique du candidat <b>établi conformément à l'annexe au présent Règlement de la Consultation.</b>	Non
Un certificat de visite du site existant	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **5.2 - Présentation des variantes**

Les pièces demandées pour chaque variante sont les mêmes que pour l'offre de base. Il est rappelé aux candidats qu'ils doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

**Les candidats présenteront un dossier général « variantes », comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent.**

**Outre les répercussions de chaque variante sur le bordereau des prix unitaires, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.**

Les mémoires techniques de l'offre de base et des variantes peuvent comporter un tronc commun, à condition que leurs contenus soient invariants et explicitement intitulés « Mémoire technique tronc commun ». Dans ce cas, **les dispositions propres à l'offre de base et aux variantes doivent être séparées dans deux mémoires annexes distincts, explicitement intitulés « Mémoire annexe offre de base » et « Mémoire annexe variante n°... ».**

La proposition de variante libre sera également présentée dans un acte d'engagement sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante.

## **5.2 – Visite sur site**

**Une visite sur site est fortement conseillée.**

**Les visites se feront le matin entre 10h00 et 12h00 sur rendez-vous préalablement pris auprès de Monsieur PACALY, responsable du site :**

**Mail: [gpacaly@vienne-condrieu-agglomeration.fr](mailto:gpacaly@vienne-condrieu-agglomeration.fr)**

**Tel : 06 30 27 46 99**

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **6.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Service commun de la commande publique  
Vienne Condrieu Agglomération  
Espace Saint Germain - Bâtiment Antares  
30 Avenue du Général Leclerc  
38200 VIENNE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **7.2 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

**Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :**

Critères et sous-critères	Pondération
<b>1-Prix au regard du coût total issu du DQE</b>	<b>55 points</b>



<b>2-Valeur technique au regard du mémoire technique</b>	<b>45 points</b>
<i>A-Qualité, évolutivité et adaptation du matériel proposé au besoin</i>	/ 20
<i>B- Organisation du chantier, des contrôles, de la mise en service et formation</i>	/ 10
<i>C- Moyens pour la location, maintenance et délais / garanties d'intervention</i>	/ 10
<i>D- Prise en compte des exigences environnementales</i>	/ 5

**1-Le prix sera analysé sur la base du coût total estimatif du DQE selon la formule suivante :**

$$\text{Note} = 55 * (\text{Pmin} / \text{Po})$$

Po étant le prix de l'offre analysée

P mini étant le prix de l'offre la plus basse (hors offre confirmée anormalement basse).

**2 - La valeur technique sera notée au regard du mémoire technique joint à l'offre du candidat et selon le barème ci-dessous :**

Barème de notation :

Note 0 : absence de réponse ;

Note 1 : réponse très insuffisante ;

Note 2 : réponse moyenne (réponse partielle ou manquant de cohérence) ;

Note 3 : réponse correcte

Note 4 : Bonne réponse, conforme aux attentes

Note 5 : excellente réponse, pertinente

Les mémoires techniques de l'offre de base et des variantes peuvent comporter un tronc commun, à condition que leurs contenus soient invariants et explicitement intitulé « Mémoire technique tronc commun ». Dans ce cas, **les dispositions propres à l'offre de base et aux variantes doivent être séparées dans deux mémoires annexes distincts, explicitement intitulés « Mémoire annexe offre de base » et « Mémoire annexe variante n°... ».**

**Pour chaque candidat, les notes définitives pondérées de chacun des deux critères sont additionnées.**

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **7.3 - Suite à donner à la consultation**

La présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation avec un ou plusieurs candidats. Cette négociation, si elle a lieu, pourra se faire par courrier, entretien, audition ou message électronique. Elle pourra se dérouler en une ou plusieurs phases.

L'entité adjudicatrice se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociations.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Grenoble

2 Place de Verdun

38022 GRENOBLE

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

## **9 - Clauses complémentaires**

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents de la consultation publiés par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice sur son profil d'acheteur doivent être d'accès libre, direct et complet. Ainsi, les opérateurs économiques peuvent indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation. De ce fait, le candidat ne s'étant pas identifié ne pourra donc contester la non communication des pièces complémentaires.

## Annexe au RC – contenu et forme du mémoire technique

Le mémoire technique du candidat retenu deviendra contractuel.

### **Forme du mémoire technique – principes généraux :**

Le mémoire détaillera les dispositions que le candidat s'engage à adopter pour l'exécution des prestations. Il s'agit donc de documents spécifiquement rédigés pour les prestations objet du marché. Cela exclut le simple document d'information générale sur l'entreprise. Les documents généralistes « présentation groupe et filiales » non spécifiques à la consultation sont à proscrire et leur contenu ne sera pas analysé.

**Tous les éléments visuels ou textuels présentés dans le mémoire technique sont réputés inclus dans la prestation.**

Le mémoire devra comporter **au minimum les informations suivantes, obligatoirement selon le plan présenté ci-dessous** et **sera limité autant que possible à 40 pages.**

Contenu du mémoire technique
<i>A) Qualité, évolutivité et adaptation du matériel propose au besoin</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Origine et âge du matériel mis à disposition</li><li>- Les caractéristiques du matériel (compresseur, analyseur...),</li><li>- Les caractéristiques et fonctionnalités de la torchère (plage de débit, plage de concentration methane admissible, dimensions adaptées à l'implantation...);</li><li>- les agréments des matériels avec à l'appui les fiches techniques et les certificats de conformité avec les normes en vigueur</li><li>- les schémas de principe détaillés de l'unité de destruction,</li></ul>
<i>B) Organisation du chantier, des contrôles, de la mise en service et formation</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Organisation du chantier et coordination, prise en compte de la sécurité</li><li>- Organisation des contrôles, tests et mise en service industrielle</li><li>- Modalités envisagées pour la formation</li></ul>
<i>C) Moyens pour la location, maintenance et délais / garanties d'intervention</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- les modalités de la maintenance préventive : qualification des personnels, habilitations électriques, Atex, fréquences prévisionnelles des interventions</li><li>- pour la maintenance correctrice, les délais d'intervention, les modalités d'intervention, le temps d'indisponibilité maximum garanti pour les équipements, qui ne pourra pas être supérieur à une semaine calendaire.</li></ul>
<i>D)- Prise en compte des exigences environnementales</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les performances d'émissions de la torchère sur lequel s'engage le candidat</li><li>- Les mesures prises par l'entreprise dans ce domaine (démarche qualité, réduction des déchets et nuisances de toute nature...)</li></ul>